

Hausse des frais d'inscription : racisme et libéralisation

L'augmentation des frais d'inscription à l'université finira par concerner tout le monde ! Pour la contrer, on ne peut compter que sur nous-mêmes, et certainement pas sur les présidences d'université ! Etudiant.e.s, travailleurs et travailleuses, Gilets jaunes : ensemble, luttons pour le service public !

★ Contre la hausse : lutter !

Certaines universités ont annoncé qu'elles n'appliqueraient pas cette hausse phénoménale (de 170€ à 2 770€ en licence et de 243€ à 3 770€ en master). Mais une dimension raciste de cette mesure sera toujours présente : **la situation administrative des étudiant·es étranger·es sera désormais contrôlée, celles et ceux sans papier risqueront l'expulsion si ces informations sont transmises à la préfecture.** Et la logique de cette mesure est de forcer les universités, qui ont de moins en moins de moyens, à se financer via l'augmentation raciste des frais d'inscription des étudiant·es étranger·es. **Refuser d'appliquer cette hausse, c'est faire face aux mêmes besoins avec moins de budget.** Avec ce chantage, c'est le gouvernement qui gagnera. Annuler définitivement cette mesure ne passera que par la lutte, construisons-la !

★ Des universités marchandisées

Depuis les années 2000 le gouvernement cherche à libéraliser nos universités. Cela a commencé avec la loi LRU qui a installé une concurrence entre les universités. Cette concurrence est aujourd'hui accentuée par la loi ORE qui instaure une sélection sociale à l'entrée de l'université et rend l'accès à celle-ci plus difficile pour les classes populaires. **L'augmentation des frais d'inscription pour les étudiant·es extra-européen·es va dans le même sens : celles et ceux qui avaient déjà des difficultés à accéder aux universités en seront définitivement exclu·es.** Mais cette mesure n'est qu'un début : si on continue à suivre la logique du gouvernement, l'augmentation des frais d'inscription touchera bientôt tout le monde.

★ Construisons nos mouvements et convergeons

Lycéen·es, enseignant·es et gilets jaunes ont bien des revendications communes, et cela fait plusieurs semaines que des discussions et des mobilisations s'organisent sur les ronds points mais aussi dans les villes. La jeunesse a son mot à dire dans la crise qui règne sur fond de misère sociale et de réformes libérales qui touchent tous les secteurs. Avant les vacances, le gouvernement avait choisi une fois de plus de répondre par la violence à la forte mobilisation dans les lycées. Cette même violence mutile chaque samedi, de manifestation en manifestation. La grève du 5 février a notamment permis de montrer au gouvernement que la convergence se construit et que la jeunesse reste déter ! **Dans nos lieux d'études, mobilisons à partir de nos revendications propres puis rejoignons massivement le mouvement !**